



15ème législature

Question N° : 42120	De Mme Clémentine Autain (La France insoumise - Seine-Saint-Denis)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur		Ministère attributaire > Intérieur
Rubrique > femmes	Tête d'analyse > « Double Peine » : quelles suites ?	Analyse > « Double Peine » : quelles suites ?.
Question publiée au JO le : 26/10/2021 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Date de signalement : 04/01/2022 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Clémentine Autain interroge M. le ministre de l'intérieur sur les suites qui seront données à la déflagration du hashtag #DoublePeine sur Twitter. Ce sont plus de 400 témoignages de victimes de violences sexuelles qui ont été recensés par le site internet dédié, qui dénoncent la manière dont elles ont été reçues dans les commissariats lorsqu'elles ont souhaité porter plainte. Au commissariat central de Montpellier, une victime s'est ainsi vu demander si « elle avait joui ». Et l'afflux des témoignages est à l'avenant : questions sur la tenue vestimentaire, refus de dépôt de plainte, discours culpabilisants, harcèlements venant des policiers eux-mêmes, refus de recevoir des victimes, accusations de mensonges... Mme Autain transmet le lien du site internet « Double Peine » à M. le ministre pour que celui-ci constate par lui-même l'ampleur du phénomène : <https://doublepeine.fr/> C'est un sujet sur lequel Mme la députée n'a cessé d'alerter ces dernières années, qui recouvre un phénomène extrêmement large : dans une précédente enquête, le collectif #NousToutes révélait que 66 % des personnes interrogées faisaient état d'une mauvaise prise en charge par les forces de l'ordre lorsqu'elles ont voulu porter plainte. La nouvelle expérimentation promise par M. le ministre pour que les victimes puissent recevoir la police pour déposer plainte chez elles ne fait que reconnaître le problème sans se donner véritablement les moyens de lutter contre. Mme la députée interpelle donc M. le ministre sur l'urgence qu'il y a à investir massivement dans la formation des professionnels de police et de justice pour avoir une politique qui soit enfin cohérente et efficace dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle réitère son appel à ce qu'un milliard d'euros soient consacrés à cette lutte, afin qu'il y ait un investissement sur toute la chaîne, et lui demande ses intentions sur ce sujet.